Table of Contents

Un des otages sud−coréens exécuté; Le corps d'un autre retrouvé criblé de balles dans le centre de l'Afghanistan....1

Un otage sud−coréen retrouvé mort....2

La mise à niveau des chars Leopard prend du retard....3

Présence militaire en Afghanistan; L'arrivée des francophones ne passe pas inaperçue....4

Stephen Harper en Amérique latine....6

Un otage sud−coréen tué par ses ravisseurs talibans....8

Le nettoyage....9

Les Léopard 2 ne peuvent être révisés au Canada....11

Deux solitudes, même en Afghanistan....12

Malaise.......14

Un Sud−Coréen exécuté....15

Les Leopard 2 au garage....16

Les vandoos et les anglos... deux mondes....17

140 autres soldats s'envolent; A bord, le brigadier général Guy Laroche, qui dirigera les opérations des soldats du Royal 22e....18

L'intérêt de M. Harper....20

Des villageois fuient le Waziristan−Nord; Ils craignent une offensive de l'armée....22

Gordon Brown plébiscité après un premier mois au pouvoir; Il a rapidement pris ses distances d'avec son prédécesseur....24

Afghanistan : les talibans exécutent un des 23 otages sud−coréens; D'autres seront tués si Kaboul refuse un échange de prisonniers....26

Mon chemin de Damas....29

Le bourbier afghan....31

Les talibans ont ordre d'enlever le maximum d'étrangers; Un des 23 otages sud−coréens abattu en Afghanistan....32

Table of Contents

Rome s'interroge.....33

Aucune entreprise canadienne ne peut rénover les chars Leopard.....34

Un journaliste allemand enlevé dans l'est de l'Afghanistan a été libéré, selon un gouverneur.....35

Un militaire français tué en Afghanistan.....36

AP−ALERTE.....37

Un des otages sud−coréens aurait été abattu, plusieurs autres libérés.....38

Le projet de mise à niveau des chars Leopard fait face à un obstacle.....39

Général.....40

L'arrivée des militaires francophones ne passe pas inaperçue à Kandahar.....44

Quelque 140 autres soldats quittent Valcartier pour l'Afghanistan.....46

La Corée du Sud condamne l'exécution d'un de ses ressortissants par les talibans.....47

Terrorisme: procès d'un Germano−marocain en Allemagne.....48

Un journaliste allemand enlevé dans l'est de l'Afghanistan a été libéré, selon un gouverneur.....49

−− LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00−−.....50

Un des otages sud−coréens exécuté; Le corps d'un autre retrouvé criblé de balles dans le centre de l'Afghanistan

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.07.26
SECTION: Monde
PAGE: 14
SOURCE: AP
DATELINE: Kaboul
WORD COUNT: 284

La police afghane a annoncé hier avoir retrouvé le corps criblé de balles d'un otage sud−coréen dans le centre de l'Afghanistan. Des informations contradictoires circulaient en revanche sur le sort de certains des 23 otages sud−coréens détenus en Afghanistan.

Ainsi, le gouverneur de la province de Ghazni, Marajudin Pathan, a démenti les informations d'un responsable occidental ayant requis l'anonymat qui affirmait que huit otages, dont six femmes, avaient été relâchés par les talibans et emmenés vers la principale base américaine de cette province.

"Personne n'a été relâché, et il n'y a pas eu d'échange", a déclaré le gouverneur par téléphone à l'Associated Press. "Ils sont toujours détenus par les talibans".

Plus tôt hier, la police afghane avait annoncé que le corps d'un homme criblé de balles à la tête, au torse et à l'estomac avait découvert dans la région de Mouchaki, située dans la province de Ghazni.

Précédemment, un homme prétendant parler au nom des talibans avait déclaré qu'un Sud−Coréen détenu par les insurgés avait été abattu car les autorités afghanes n'avaient pas répondu à leurs exigences de libérer de prison certains des combattants.

La Corée du Sud a confirmé qu'un otage avait été tué mais n'avait aucune information sur l'identité de la victime, a indiqué un responsable sud−coréen sous couvert de l'anonymat. Séoul a dépêché une équipe sur place.

Par ailleurs, un journaliste allemand et deux Afghans enlevés apparemment par des talibans hier dans l'est de l'Afghanistan ont été relâchés, a annoncé le gouverneur de la province de Kounar, Dedar Chalezai.

Les autorités allemandes ont cependant déclaré hier qu'elles ne pouvaient pas confirmer les informations selon lesquelles un journaliste allemand travaillant pour le magazine "Stern" avait été enlevé puis libéré. La publication a elle précisé que son journaliste n'avait jamais été victime d'un rapt.

Un otage sud−coréen retrouvé mort

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.07.26
SECTION:	Actualités
PAGE:	29
SOURCE:	AP
PHOTO:	(Photo PC)
DATELINE:	KABOUL
ILLUSTRATION:	OTAGE − Un véhicule de la police afghane transporte le corpsd'un otage sud−coréen qui a été tué par les talibans.
WORD COUNT:	209

La police afghane a annoncé mercredi avoir retrouvé le corps criblé de balles d'un otage sud−coréen dans le centre de l'Afghanistan. Des informations contradictoires circulaient en revanche sur le sort de certains des 23 otages sud−coréens détenus en Afghanistan.

Ainsi, le gouverneur de la province de Ghazni, Marajudin Pathan, a démenti les informations d'un responsable occidental ayant requis l'anonymat qui affirmait que huit otages, dont six femmes, avaient été relâchés par les talibans et emmenés vers la principale base américaine de cette province.

"Personne n'a été relâché, et il n'y a pas eu d'échange", a déclaré le gouverneur par téléphone à l'Associated Press. "Ils sont toujours détenus par les talibans".

Plus tôt mercredi, la police afghane avait annoncé que le corps d'un homme criblé de balles à la tête, au torse et à l'estomac avait découvert dans la région de Mouchaki, située dans la province de Ghazni.

Précédemment, un homme prétendant parler au nom des talibans avait déclaré qu'un Sud−Coréen détenu par les insurgés avait été abattu car les autorités afghanes n'avaient pas répondu à leurs exigences de libérer de prison certains des combattants.

La Corée du Sud a confirmé qu'un otage avait été tué mais n'avait aucune information sur l'identité de la victime, a indiqué un responsable sud−coréen sous couvert de l'anonymat. Séoul a dépêché une équipe sur place.

La mise à niveau des chars Leopard prend du retard

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.07.26
SECTION:	Actualités
PAGE:	20
SOURCE:	PC
DATELINE:	OTTAWA
ILLUSTRATION:	CHAR − En avril dernier, le gouvernement du Canada annoncéle remplacement des actuels chars Leopard 1, qui sont âgés de 30 ans, au coût de 650 millions $. Les Leopard 2 (photo) ont été achetés aux Pays−Bas.
WORD COUNT:	306

Le projet du gouvernement conservateur de mise à niveau, au coût de 200 millions $, de près de la moitié des 100 chars Leopard 2 qui sont achetés aux Pays−Bas fait face à un obstacle.

Il n'y a actuellement au pays aucune entreprise en mesure d'améliorer rapidement jusqu'à 40 Leopard 2 afin qu'ils puissent répondre aux besoins opérationnels des Forces canadiennes en Afghanistan.

Un haut responsable du ministère de la Défense a confié qu'une partie indéterminée du contrat devrait vraisemblablement être menée à bien à l'étranger.

"De toute évidence, nous aimerions en faire autant que possible au Canada, mais, bien sûr, nous n'avons pas en ce moment au Canada la capacité de travailler sur des blindés lourds, alors nous sommes en train de consulter l'industrie", a affirmé Dan Ross, sous−ministre adjoint aux matériels au ministère de la Défense, lors d'un entretien accordé à la Presse Canadienne.

"Il va nous falloir déterminer ce qui peut être fait", a−t−il ajouté.

En avril, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, et celui des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Michael Fortier, ont annoncé le remplacement des actuels chars Leopard 1, qui sont âgés de 30 ans, au coût de 650 millions $.

Le programme dévoilé prévoit que le Canada obtienne le prêt par l'Allemagne de 20 chars Leopard 2A6 et fasse l'acquisition aux Pays−Bas d'une centaine de chars d'occasion.

Un mois plus tard, le ministre O'Connor a indiqué qu'il y aurait un autre contrat de 650 millions $, relatif à l'entretien à long terme des blindés, portant la facture totale à 1,3 milliard $.

Bien que le gouvernement ait promis de procéder à des appels d'offres tant en ce qui concerne la mise à niveau des chars que leur entretien à long terme, il semble qu'une seule entreprise, située au Québec, soit en mesure de répondre à la demande.

Rheinmattall Canada, dont le siège est situé à Montréal, est en train de discuter avec le gouvernement fédéral et Krauss−Maffei−Wegmann − constructeur allemand du Leopard − au sujet de son éventuelle implication, a indiqué M. Ross.

Présence militaire en Afghanistan; L'arrivée des francophones ne passe pas inaperçue

PUBLICATION:	Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE:	2007.07.26
SECTION:	Actualités
PAGE:	28
SOURCE:	PC
BYLINE:	Martin Ouellet
PHOTO:	AP
DATELINE:	Kandahar, Afghanistan
ILLUSTRATION:	D'ici quelques semaines, les 2300 soldats francophones quiseront déployés dans le sud de l'Afghanistan formeront l'immense majorité de l'effectif canadien présent dans le pays.
WORD COUNT:	615

Reflet de la société canadienne, les militaires francophones et anglophones déployés en Afghanistan interagissent peu, n'écoutent pas la même télé, se raillent parfois, mais se sentent liés par un même destin, selon le commandement canadien de la base multinationale de Kandahar.

"C'est comme dans une unité de football. Il y a l'offensive et la défensive. Les deux ne se mélangent pas mais comme ils veulent gagner, ils travaillent dans un même effort", illustre le major Richard Collin, du Royal 22e Régiment, qui a passé jusqu'ici neuf mois au camp Nathan Smith au nord de la ville de Kandahar.

En entrevue avec la Presse Canadienne hier, le major Collin s'est appliqué à minimiser les tensions linguistiques soulevées par l'arrivée massive de soldats francophones dans le sud de l'Afghanistan.

"C'est sûr qu'il y a certains individus qui ne voudront jamais rien savoir, parce qu'ils ne sont pas à l'aise avec la langue française ou la langue anglaise, reconnaît−il. Des fois, les gens sont gênés, ils ont peur de faire rire d'eux, alors ils restent dans leur petit coin."

Depuis une semaine, l'accent québécois se fait de plus en plus entendre sur les trottoirs de bois et les méandres complexes de la base de Kandahar. D'ici quelques semaines, les 2300 soldats francophones qui seront déployés dans le sud de l'Afghanistan formeront l'immense majorité de l'effectif canadien présent dans le pays.

L'arrivée des "vandoos" − la prononciation phonétique approximative du 22e Régiment qu'emploient les anglophones − ne passe pas inaperçue à Kandahar.

Dans un article récent, un chroniqueur anglophone mentionnait l'existence du "mur linguistique" qui séparait le camp canadien, après avoir constaté, entre autres, que les soldats des deux communautés préféraient écouter la télévision chacun de leur côté, dans leur langue respective. Il y voyait là un bien mauvais exemple à projeter dans un pays déchiré par les tensions tribales.

Il s'inquiétait aussi pour les relations futures entre les soldats canadiens francophones et leurs vis−à−vis afghans, considérant l'absence d'interprète pouvant traduire le pashtou en français. Dans un environnement de guerre, écrivait−il, les subtilités langagières peuvent être capitales.

Le major Collin avoue que l'armée canadienne n'a pas été mesure, en dépit d'intenses recherches, affirme−t−il,

de trouver un interprète afghan pouvant s'exprimer en français. Néanmoins, il ne s'inquiète pas pour la suite des choses.

"On réussit toujours à faire passer notre message", souligne−t−il, faisant remarquer au passage que les interprètes pashtous n'ont pas, de toute manière, une parfaite maîtrise de l'anglais.

Que ce soit "en signes ou par dessins", ou en appelant un tiers à la rescousse, les troupes parviennent quoi qu'il arrive "à communiquer", assure le major.

En ce qui a trait aux relations entre les deux communautés linguistiques, le commandant ne sombre pas dans l'angélisme. Il admet qu'il y a parfois des railleries, de part et d'autre, susceptibles d'écorcher les oreilles sensibles. Néanmoins, en plein coeur de l'Afghanistan, l'une des zones les plus violentes du monde, "on n'a pas intérêt à ne pas s'aimer", commente l'officier.

Qu'ils soient anglophones ou francophones, les soldats canadiens rencontrés au hasard sur la base semblaient plutôt amusés de constater que la question linguistique se retrouvait au centre de l'attention à 10 000 kilomètres de son terreau d'origine. Parmi les militaires interrogés, aucun n'a mentionné d'incidents à connotation linguistique.

Avec l'arrivée massive des francophones, le major Christian Beaudin, du Royal 22e, prévoit certes quelques "frictions" mais n'y voit rien de mal.

"C'est de bonne guerre, dit−il avec un sourire en coin. Les francos d'un côté, les anglos de l'autre, ils vont se tirer la pipe, ça c'est sûr. Mais c'est normal, cela fait partie de notre culture."

De son côté, le caporal Jean Provost préfère ne pas se laisser distraire par ce dossier.

"Personnellement, je ne me suis jamais senti mis de côté ou méprisé parce que j'étais francophone. De toute façon, on ne se laisserait certainement pas écoeurer", a−t−il déclaré au sujet de ses compatriotes.

Stephen Harper en Amérique latine

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.07.26
SECTION: Opinions
PAGE: 8
BYLINE: Dubuc, Jean−Guy
WORD COUNT: 568

Qui a raison? Qui faut−il croire? Amnistie internationale qui dénonce ou Stephen Harper qui s'engage? Doit−on s'inquiéter ou se réjouir de l'ouverture du premier ministre canadien faite à la Colombie?

Les spécialistes de ces questions ont peut−être des réponses... contradictoires. Mais on ne les entend pas. Il semblerait que les positions soient de part et d'autres assez émotives: c'est avec une passion inhabituelle que Stephen Harper a répondu à ceux qui critiquaient férocement son accord de libre−échange avec la Colombie.

Selon certains, la Colombie demeure le pays le plus violent de l'hémisphère occidental, avec ses 18 000 assassinats politiques reconnus l'année dernière; le premier ministre réplique que "quand on voit un pays comme la Colombie qui a décidé de s'occuper de ses problèmes sociaux, politique et économiques (...), alors, nous voulons l'aider". Pour ou contre? Comme l'Afghanistan?

Stephen Harper a décidé d'ouvrir "une troisième voie" à des pays comme la Colombie, le Pérou, le Chili, la Barbade et même Haïti..., mais pas à Cuba. Une façon de "renforcer la coopération hémisphérique afin de soutenir la paix, la sécurité et le développement". Il dénonce alors le nationalisme, l'autoritarisme politique et la lutte des classes. Qui peut se dire contre? Les États−Unis, par exemple, qui refusent de collaborer politiquement et économiquement avec la Colombie...

En ce sens, l'espace de liberté que se donne le Canada face à son voisin américain semble réjouissant. Stephen Harper peut ainsi dire que le drame colombien n'est qu'un conflit local que les dirigeants vont bientôt maîtriser, quoi qu'en disent ceux qui l'accusent de favoriser les rebelles. De fait, le président Alvaro Arube mène un combat réel et assez efficace contre la guérilla de gauche et les paramilitaires qui minent la sécurité du pays: la diminution des attentats peut en faire foi. Et on peut le croire. Donc, dans une situation de doute positif, il est raisonnable d'aider ceux qui demandent de l'aide. Et M. Harper aurait alors raison de créer des liens avec la Colombie.

Autre question: M. Harper peut−il vraiment inaugurer une troisième voie, un libre−échange entre le Canada et des pays que les États−Unis préfèrent ignorer? On peut répondre: tant mieux si ça réussit! La collaboration entre pays plus fortunés et les autres est nécessaire à un système capitaliste conscient de ses devoirs. Et comme dit le premier ministre: "Bâtir un hémisphère plus démocratique, plus prospère et plus sécuritaire pour l'ensemble des citoyens". Encore là, si le projet est politiquement et humainement réaliste, il est difficile de ne pas le soutenir. Ce que peu de commentateurs politiques semblent vouloir faire jusqu'à ce jour.

Un regret: le refus d'une rencontre avec les gouvernants cubains. Harper défend sa position en déclarant que les gouvernements canadiens ont fréquemment "exprimé certaines préoccupations concernant la gouvernance et les droits de l'homme à Cuba". Il faudrait alors empêcher les milliers de Canadiens d'aller y laisser leur argent de vacances; ou les jeunes bénévoles de Jeunesse Canada−Monde d'y passer des mois à soutenir les efforts des familles cubaines qui veulent survivre...

Le premier ministre barbadien a rappelé à M. Harper l'avantage des "relations civilisées" entre les pays. Mais M. Harper ne semble pas avoir décidé du type de ses relations avec le reste du monde.

Heureusement, il a visité Haïti et promis de l'aider!

Un otage sud−coréen tué par ses ravisseurs talibans

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.07.26
SECTION: Actualités
PAGE: 14
COLUMN: En bref
SOURCE: AP
DATELINE: Kaboul
WORD COUNT: 126

La police afghane a annoncé hier avoir retrouvé le corps criblé de balles d'un otage sud−coréen dans le centre de l'Afghanistan. Des informations contradictoires circulaient en revanche sur le sort de certains des 23 otages sud−coréens détenus en Afghanistan.

Ainsi, le gouverneur de la province de Ghazni a démenti les informations d'un responsable occidental ayant requis l'anonymat qui affirmait que huit otages, dont six femmes, avaient été relâchés par les talibans et emmenés vers la principale base américaine de cette province.

Précédemment, un homme prétendant parler au nom des talibans avait déclaré qu'un Sud−Coréen détenu par les insurgés avait été abattu car les autorités afghanes n'avaient pas répondu à leurs exigences de libérer de prison certains des combattants.

Le nettoyage

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.07.26
SECTION: Forum
PAGE: 12
BYLINE: Allard, Pierre
WORD COUNT: 752

Il est difficile de croire que la Ville de Gatineau vienne, par les médias, de prendre conscience de l'état déplorable du ruisseau de la Brasserie, derrière la polyvalente de l'Ile. Après tout on ne parle pas ici d'un coin sombre, caché par des pâtés de maisons mais d'un endroit ouvert et fort visible de dizaines, voire de centaines de mètres. D'un endroit où la pollution visuelle est, aux dires de la conseillère du quartier, "récurrente" et donc en principe connue des autorités municipales.

Et il ne s'agit pas essentiellement de morceaux de papier ou de petits déchets alimentaires éparpillés ça et là, mais de paniers d'épicerie, de vélos et de pneus. Même si le niveau de l'eau plus élevé les cachait un peu plus au printemps, les bouteilles de bière, appareils électriques et vêtements qui jonchent les berges et terrains environnants auraient dû alerter la Ville et susciter une réponse énergique des services responsables.

Mais non. Il aura fallu qu'un citoyen, exaspéré après des appels infructueux à la Ville de Gatineau, en informe les médias. Puis, comme par hasard, on nous informe que le service des travaux publics a donné l'assurance que le tout serait nettoyé le lendemain ! Il était donc possible de régler le problème en une seule journée ! C'est curieux, étant donné que, selon le service des communications de la Ville, un nettoyage avait été entrepris au début de juillet... Après quelques semaines, on n'avait pas trouvé la saleté, semble−t−il.

Puis vient la déclaration de la conseillère municipale Denise Laferrière. Elle reconnaît qu'il existe là un problème récurrent. On peut donc en conclure qu'au moins un membre du conseil municipal, et sans doute plus d'un, étaient au courant et auraient pu soulever la question en réunion ou directement aux travaux publics. Pourquoi ne l'ont−ils pas fait ? Et s'ils l'ont fait, pourquoi la Ville n'a−t−elle pas agi ?

Bien sûr il faut sensibiliser le public, premier responsable des dégâts. Bien sûr il faut compter sur l'aide des étudiants de la polyvalente de l'Ile et d'organismes comme le CREDDO pour nettoyer à l'occasion les berges et le fond du ruisseau. Mais cela ne décharge pas la municipalité de ses propres responsabilités. Dans le cas du ruisseau de la Brasserie, quelqu'un a failli à la tâche.

Le maire Bureau avait promis de planter 100 000 arbres durant son mandat de quatre ans. Cela semble dénoter chez lui un certain souci de l'environnement. Peut−être pourrait−on aussi, à Gatineau comme ailleurs, fixer de tels objectifs pour le nettoyage des endroits publics : 100 paniers d'épicerie, 50 vélos, 1 000 pneus, 5 000 bouteilles de bière...

Nos blessés

Les soldats canadiens partent pour l'Afghanistan dans la controverse. Les partis d'opposition y contestent leur présence. Tout incident est fortement médiatisé et si une tragédie survient, les caméras de télévision et les journaux font grand état de l'arrivée des cercueils et des funérailles. Mais les blessés, bien plus nombreux, reviennent au Canada dans une indifférence générale. Même le gouvernement canadien, qui les a transformés en cible en adoptant des stratégies semblables à celles des Américains, les abandonne à leur retour en tolérant un vide bureaucratique qui peut les condamner au chômage pendant quelques mois. La situation semble pourtant simple : il faut compter plusieurs mois pour qu'un militaire soit démobilisé, mais les services et

programmes en vertu de la nouvelle Charte des anciens combattants et les emplois dans la Fonction publique fédérale leur sont refusés tant qu'ils n'ont pas troqué leur uniforme pour des habits civils.

Pour un appareil gouvernemental comme celui du Canada, cela semble un problème relativement facile à régler. Peut−être n'était−on pas au courant ? Non, le ministère de la Défense en est conscient et une note adressée en octobre 2006 au ministre de la Défense, Gordon O'Connor, indiquait que la plupart des soldats blessés en Afghanistan pouvaient s'attendre "à être sans emploi pendant un certain temps après leur libération".

Les blessés qui reviennent après avoir servi leur pays outre−mer ont le droit de s'attendre d'être traités dignement. De nouvelles mesures de transition à la vie civile s'imposent et le gouvernement a la capacité de les édicter. A ce stade, tout délai additionnel constitue une insulte aux forces canadiennes.

Les Léopard 2 ne peuvent être révisés au Canada

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.07.26
SECTION: La Région
PAGE: 7
SOURCE: PC
PHOTO: Archives, Presse Canadienne
WORD COUNT: 301

Le projet du gouvernement conservateur de mise à niveau, au coût de 200 millions $, de près de la moitié des 100 chars Leopard 2 qui sont achetés aux Pays−Bas fait face à un obstacle.

Il n'y a actuellement au pays aucune entreprise en mesure d'améliorer rapidement jusqu'à 40 Leopard 2 afin qu'ils puissent répondre aux besoins opérationnels des Forces canadiennes en Afghanistan.

Un haut responsable du ministère de la Défense a confié qu'une partie indéterminée du contrat devrait vraisemblablement être menée à bien à l'étranger.

"De toute évidence, nous aimerions en faire autant que possible au Canada, mais, bien sûr, nous n'avons pas en ce moment au Canada la capacité de travailler sur des blindés lourds, alors nous sommes en train de consulter l'industrie", a affirmé Dan Ross, sous−ministre adjoint aux matériels au ministère de la Défense à la Presse Canadienne.

"Il va nous falloir déterminer ce qui peut être fait", a−t−il ajouté.

En avril, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, et celui des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Michael Fortier, ont annoncé le remplacement des actuels chars Leopard 1, qui sont âgés de 30 ans, au coût de 650 millions $.

Le programme dévoilé prévoit que le Canada obtienne le prêt par l'Allemagne de 20 chars Leopard 2A6 et fasse l'acquisition aux Pays−Bas d'une centaine de chars d'occasion.

Un mois plus tard, le ministre O'Connor a indiqué qu'il y aurait un autre contrat de 650 millions $, relatif à l'entretien à long terme des blindés, portant la facture totale à 1,3 milliard $.

Bien que le gouvernement ait promis de procéder à des appels d'offres tant en ce qui concerne la mise à niveau des chars que leur entretien à long terme, il semble qu'une seule entreprise, située au Québec, soit en mesure de répondre à la demande.

Rheinmattall Canada, dont le siège est situé à Montréal, est en train de discuter avec le fédéral et Krauss−Maffei−Wegmann − constructeur allemand du Leopard − au sujet de son éventuelle implication, a dit M. Ross.

Deux solitudes, même en Afghanistan

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.07.26
SECTION:	Manchette
PAGE:	2
SOURCE:	PC
PHOTO:	Presse Canadienne
DATELINE:	KANDAHAR, Afghanistan
ILLUSTRATION:	Anglophones ou francophones, les soldats canadiens déployésen Afghanistan sont unis par un même destin.
WORD COUNT:	605

Reflet de la société canadienne, les militaires francophones et anglophones déployés en Afghanistan interagissent peu, n'écoutent pas la même télé, se raillent parfois, mais se sentent liés par un même destin, selon le commandement canadien de la base multinationale de Kandahar.

"C'est comme dans une unité de football. Il y a l'offensive et la défensive. Les deux ne se mélangent pas mais comme ils veulent gagner, ils travaillent dans un même effort", illustre le major Richard Collin, du Royal 22e Régiment, qui a passé jusqu'ici neuf mois au camp Nathan Smith au nord de la ville de Kandahar.

En entrevue avec la Presse Canadienne hier, le major Collin s'est appliqué à minimiser les tensions linguistiques soulevées par l'arrivée massive de soldats francophones dans le sud de l'Afghanistan.

"C'est sûr qu'il y a certains individus qui ne voudront jamais rien savoir, parce qu'ils ne sont pas à l'aise avec la langue française ou la langue anglaise, reconnaît−il. Des fois, les gens sont gênés, ils ont peur de faire rire d'eux, alors ils restent dans leur petit coin."

Depuis une semaine, l'accent québécois se fait de plus en plus entendre sur les trottoirs de bois et les méandres complexes de la base de Kandahar. D'ici quelques semaines, les 2300 soldats francophones qui seront déployés dans le sud de l'Afghanistan formeront l'immense majorité de l'effectif canadien présent dans le pays.

L'arrivée des "vandoos" − la prononciation phonétique approximative du 22e Régiment qu'emploient les anglophones − ne passe pas inaperçue à Kandahar.

Dans un article récent, un chroniqueur anglophone mentionnait l'existence du "mur linguistique" qui séparait le camp canadien, après avoir constaté, entre autres, que les soldats des deux communautés préféraient écouter la télévision chacun de leur côté, dans leur langue respective.

Il y voyait là un bien mauvais exemple à projeter dans un pays déchiré par les tensions tribales.

Il s'inquiétait aussi pour les relations futures entre les soldats canadiens francophones et leurs vis−à−vis afghans, considérant l'absence d'interprète pouvant traduire le pashtou en français. Dans un environnement de guerre, écrivait−il, les subtilités langagières peuvent être capitales.

Le major Collin avoue que l'armée canadienne n'a pas été mesure, en dépit d'intenses recherches, affirme−t−il, de trouver un interprète afghan pouvant s'exprimer en français. Néanmoins, il ne s'inquiète pas pour la suite des choses.

"On réussit toujours à faire passer notre message", souligne−t−il, faisant remarquer au passage que les interprètes pashtous n'ont pas, de toute manière, une parfaite maîtrise de l'anglais.

Que ce soit "en signes ou par dessins", ou en appelant un tiers à la rescousse, les troupes parviennent quoi qu'il arrive "à communiquer", assure le major.

En ce qui a trait aux relations entre les deux communautés linguistiques, le commandant ne sombre pas dans l'angélisme. Il admet qu'il y a parfois des railleries, de part et d'autre, susceptibles d'écorcher les oreilles sensibles. Néanmoins, en plein coeur de l'Afghanistan, l'une des zones les plus violentes du monde, "on n'a pas intérêt à ne pas s'aimer", commente l'officier.

Qu'ils soient anglophones ou francophones, les soldats canadiens rencontrés au hasard sur la base semblaient plutôt amusés de constater que la question linguistique se retrouvait au centre de l'attention à 10 000 kilomètres de son terreau d'origine. Parmi les militaires interrogés, aucun n'a mentionné d'incidents à connotation linguistique.

Avec l'arrivée massive des francophones, le major Christian Beaudin, du Royal 22e, prévoit certes quelques "frictions" mais n'y voit rien de mal.

"C'est de bonne guerre, dit−il avec un sourire en coin. Les francos d'un côté, les anglos de l'autre, ils vont se tirer la pipe, ça c'est sûr. Mais c'est normal, cela fait partie de notre culture."

De son côté, le caporal Jean Provost préfère ne pas se laisser distraire par ce dossier.

"Personnellement, je ne me suis jamais senti mis de côté ou méprisé parce que j'étais francophone. De toute façon, on ne se laisserait certainement pas écoeurer", a−t−il déclaré au sujet de ses compatriotes.

Malaise...

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.07.26
SECTION: Éditorial
PAGE: 26
COLUMN: Carrefour des lecteurs
WORD COUNT: 162

L'incorporation des femmes dans les unités de combat qui vont se déployer en Afghanistan est une chose qui semble rencontrer l'approbation générale, quasi unanime, aussi bien de la droite, qui "supporte les troupes", que de la gauche pacifiste, qui est aussi féministe. Le débat sur ce point a eu lieu il y a une dizaine d'années. La discussion est close depuis longtemps. Dans le contexte actuel, il s'agit même d'un sujet presque tabou, tant pour la droite, qui craint de démoraliser les troupes, que pour la gauche, qui a fait de l'indifférenciation des sexes un nouveau dogme.

M'est−il quand même permis de dire simplement que, en tant qu'homme, je ressens un profond malaise à l'idée que des femmes aillent tuer et se faire tuer pour la défense des intérêts de mon pays? Ce malaise a un nom. C'est la honte.

Yves Randon

Cap−Rouge

Un Sud−Coréen exécuté

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.07.26
SECTION: Le Monde
PAGE: 24
SOURCE: AFP; AP
DATELINE: Kandahar, Afghanistan
WORD COUNT: 415

Les talibans ont abattu hier un des 23 otages sud−coréens qu'ils détiennent depuis une semaine en Afghanistan et menacé d'en tuer d'autres si Kaboul n'acceptait pas un échange de prisonniers, fixant un "dernier" ultimatum arrivé dans la nuit à expiration.

Le sort des 22 otages restants, dont une majorité de femmes, était incertain, alors que le porte−parole rebelle était depuis injoignable. Le corps criblé de balles d'un otage, un homme, avait été découvert plus tôt hier près de la localité de Qarabagh, dans la province de Ghazni (140 km au sud de Kaboul).

"Nous avons tué un Sud−Coréen parce que le gouvernement (afghan) n'est pas honnête dans ses négociations", a déclaré par téléphone Youssouf Ahmadi, porte−parole des talibans.

"Nous demandons au gouvernement de la Corée du Sud, à son Parlement et à son peuple de faire pression sur le gouvernement afghan pour qu'il accepte nos demandes ou nous allons tuer d'autres otages", a−t−il ajouté.

Les talibans exigent officiellement, dans un premier temps, la libération de huit des leurs, prisonniers en Afghanistan, contre le même nombre d'otages sud−coréens, avant de poursuivre les négos sur le sort des autres otages.

Le gouverneur de la province de Ghazni, Marajudin Pathan, a démenti les informations d'un responsable occidental voulant qu'il y ait eu huit otages sud−coréens libérés dont dix femmes. Les 23 volontaires de l'Église évangélique de Saemmul, âgés d'une vingtaine et d'une trentaine d'années, ont été enlevés jeudi près de Qarabagh, alors qu'ils voyageaient dans un car privé sur l'axe Kaboul−Kandahar (sud), traversant des zones sous contrôle des insurgés. Il s'agit du plus important groupe d'étrangers enlevés en Afghanistan depuis la chute du régime fondamentaliste des talibans, fin 2001.

Les talibans détiennent par ailleurs un ingénieur allemand et quatre de leurs collègues afghans, enlevés le 18 juillet dans la province de Wardak (100 km au sud de Kaboul), et pour lesquels ils exigent également un échange de prisonniers.

Le président afghan, Hamid Karzaï, avait cependant assuré qu'il n'y aurait jamais plus d'échange de prisonniers après celui ayant permis en mars la libération du journaliste italien Daniele Mastrogiacomo. Une première d'autant plus contestée que les deux guides afghans du reporter avaient été exécutés.

Un des chefs militaires rebelles, Mansour Dadullah, un des cinq prisonniers échangés contre Mastrogiacomo, a affirmé que les talibans avaient reçu l'ordre d'enlever tout étranger "partout où ils peuvent en trouver".

Un second Allemand, un ingénieur de 44 ans, se trouvait parmi le groupe enlevé le 18 juillet, mais son corps a été retrouvé dimanche, présentant des blessures par balles.

Les Leopard 2 au garage

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.07.26
SECTION: Actualités
PAGE: 6
SOURCE: PC
WORD COUNT: 221

Le projet du gouvernement conservateur de mise à niveau, au coût de 200 millions $, de près de la moitié des 100 chars Leopard 2 qui sont achetés aux Pays−Bas fait face à un obstacle. Il n'y a actuellement au pays aucune entreprise en mesure d'améliorer rapidement jusqu'à 40 Leopard 2 afin qu'ils puissent répondre aux besoins opérationnels des Forces canadiennes en Afghanistan. Un haut responsable du ministère de la Défense a confié qu'une partie indéterminée du contrat devrait vraisemblablement être menée à bien à l'étranger. "De toute évidence, nous aimerions en faire autant que possible au Canada, mais, bien sûr, nous n'avons pas en ce moment au Canada la capacité de travailler sur des blindés lourds, alors nous sommes en train de consulter l'industrie , a affirmé Dan Ross, sous−ministre adjoint aux matériels au ministère de la Défense, lors d'un entretien accordé à la Presse canadienne. En avril, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, et celui des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Michael Fortier, ont annoncé le remplacement des actuels chars Leopard 1, qui sont âgés de 30 ans, au coût de 650 millions $.

Les vandoos et les anglos... deux mondes

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.07.26
SECTION: Actualités
PAGE: 6
SOURCE: PC
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 356

Reflet de la société canadienne, les militaires francophones et anglophones déployés en Afghanistan interagissent peu, n'écoutent pas la même télé, se raillent parfois, mais se sentent liés par un même destin, selon le commandement canadien de la base de Kandahar.

"C'est comme dans une unité de football. Il y a l'offensive et la défensive. Les deux ne se mélangent pas, mais comme ils veulent gagner, ils travaillent dans un même effort", illustre le major Richard Collin, du Royal 22e Régiment.

"C'est sûr qu'il y a certains individus qui ne voudront jamais rien savoir, parce qu'ils ne sont pas à l'aise avec la langue française ou la langue anglaise, reconnaît−il. Des fois, les gens sont gênés, ils ont peur de faire rire d'eux, alors ils restent dans leur petit coin." Depuis une semaine, l'accent québécois se fait de plus en plus entendre sur les trottoirs de bois et les méandres de la base de Kandahar. D'ici quelques semaines, les 2300 soldats francophones qui seront déployés dans le sud de l'Afghanistan formeront l'immense majorité de l'effectif canadien présent.

L'arrivée des vandoos, la prononciation phonétique approximative du 22e Régiment qu'emploient les anglophones, ne passe pas inaperçue.

Dans un article récent, un chroniqueur anglophone mentionnait l'existence du "mur linguistique" qui séparait le camp canadien. Il s'inquiétait aussi pour les relations futures entre les soldats canadiens francophones et leurs vis−à−vis afghans, considérant l'absence d'interprète pouvant traduire le pashtou en français. Dans un environnement de guerre, écrivait−il, les subtilités langagières peuvent être capitales.

Le major réplique : "On réussit toujours à faire passer notre message", faisant remarquer au passage que les interprètes pashtous n'ont pas, de toute manière, une parfaite maîtrise de l'anglais.

En ce qui a trait aux relations entre les deux communautés linguistiques, le commandant ne sombre pas dans l'angélisme. Il admet qu'il y a parfois des railleries, de part et d'autre, susceptibles d'écorcher les oreilles sensibles.

De son côté, le caporal Jean Provost préfère ne pas se laisser distraire par ce dossier.

"Personnellement, je ne me suis jamais senti mis de côté ou méprisé parce que j'étais francophone. De toute façon, on ne se laisserait certainement pas écoeurer", a−t−il déclaré au sujet de ses compatriotes.

140 autres soldats s'envolent; A bord, le brigadier général Guy Laroche, qui dirigera les opérations des soldats du Royal 22e

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.07.26
SECTION:	Actualités
PAGE:	6
BYLINE:	Cliche, Jean−François
PHOTO:	photo Le Soleil, Raynald Lavoie photo Le Soleil, RaynaldLavoie
ILLUSTRATION:	Le brigadier−général Guy Laroche; Avec le départ d'hier, lecinquième depuis le début du déploiement, le 15 juillet dernier, Valcartier a envoyé environ 710 soldats à Kandahar ; 1800 autres s'embarqueront au cours des prochaines semaines.
WORD COUNT:	525

Les 140 militaires de Valcartier qui se sont envolés hier pour l'Afghanistan comptaient parmi eux un passager de la première importance : le brigadier−général Guy Laroche, qui dirigera les opérations des 2500 soldats du Royal 22e Régiment à Kandahar au cours des six prochains mois.

Le haut gradé, qui a pris part à quatre missions à l'étranger (à Chypre et en Bosnie), à la crise d'Oka en 1990 et au Sommet des Amériques tenu à Québec, a admis sans hésiter qu'il s'agissait du plus grand défi de sa carrière. "Il n'y a aucun doute là−dessus. C'est une mission qui est exigeante, qui est demandante, mais c'est aussi une mission où on peut faire la différence. De ce côté−là, c'est une mission qui va être gratifiante", a−t−il dit.

Cette différence, M. Laroche compte la faire en "travaillant de façon conjointe avec les Afghans". Les troupes canadiennes déjà en place ont appris des leçons sur les tâches à accomplir et la façon d'y arriver, et le général entend bien s'en servir. L'équipe chargée de la liaison et du mentorat avec l'armée afghane a été augmentée, dit−il, "pour (que l'armée locale) puisse conduire plus facilement les opérations elle−même. Ce ne sera pas toujours facile, il va falloir les supporter, mais nous serons là. (...) Il faut être patient. Bâtir une armée, ça prend des années, et les progrès de l'armée afghane au cours de la dernière année sont remarquables."

Avec le départ d'hier, le cinquième depuis le début du déploiement, le 15 juillet dernier, Valcartier a envoyé environ 710 soldats à Kandahar ; 1800 autres s'embarqueront au cours des prochaines semaines. Le départ s'est fait en présence du lieutenant−gouverneur du Québec, Pierre Duchesne, et des députés conservateurs Steven Blaney (Lévis−Bellechasse) et Luc Harvey (Louis−Hébert).

"Le risque du métier"

Depuis le début de la présence des Forces armées en Afghanistan, une soixantaine de soldats canadiens ont perdu la vie. La perspective de perdre certains de ses hommes ne sourit guère, évidemment, au général Laroche, mais "c'est le risque du métier, raisonne−t−il. On va tenter le plus possible d'éliminer cette menace−là, de faire en sorte de ne perdre personne, mais Dieu sait que c'est un monde incertain. Et si ça nous arrive, nous allons agir pour réduire le risque et atténuer les douleurs".

Les soldats et leurs familles, en tout cas, ne cachaient pas une certaine inquiétude. "Anxieux ? C'est sûr qu'on l'est, on le reste toujours. C'est l'inconnu", a confié au Soleil le sergent Pierre Juneau, 41 ans, qui en sera à son cinquième déploiement outre−mer. Afin de chasser le trac, le militaire dit avoir passé une dernière soirée ici

"assez privée. Je suis allé dans le Vieux−Québec avec mon épouse, on a tout fait pour garder les choses normales jusqu'à la fin".

Pour Catherine Pelletier, amie de coeur d'un soldat qui partait hier, l'angoisse dure depuis un certain temps, empirée par les mauvaises nouvelles en provenance d'Afghanistan auxquelles les médias consacrent généralement beaucoup d'espace. "J'aime mieux ne pas regarder les nouvelles", dit−elle.

jfcliche@lesoleil.com

L'intérêt de M. Harper

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.07.26
SECTION: IDÉES
PAGE: a7
BYLINE: Spector, Norman
WORD COUNT: 897

Il y a deux semaines, j'ai écrit dans ces pages que les Canadiens seraient perçus comme ceux qui s'excusent pour aller aux toilettes au moment même où la facture arrive si le premier ministre Stephen Harper décidait d'annoncer l'abandon de notre mission à Kandahar, comme le réclame le chef du Parti libéral, Stéphane Dion. Au lieu de cela, j'ai suggéré qu'il était dans l'intérêt national que M. Harper informe nos alliés de notre volonté de continuer cette mission, à condition qu'ils fassent de même, à la mesure, bien sûr, de leurs contingents et de leur population. Aujourd'hui, je vous expliquerai pourquoi cette approche est aussi dans l'intérêt de M. Harper.

Le plus récent sondage, réalisé alors qu'on apprenait tout juste la mort de six soldats canadiens, montre que les deux tiers des Canadiens croient que nos pertes en Afghanistan sont inacceptables. Le sondeur Bruce Anderson, de la firme Decima, a expliqué que c'est le manque de progrès en Afghanistan qui a semé le doute dans l'esprit de la population. La plupart des observateurs estiment que les progrès auraient été plus grands et les pertes civiles moins importantes si l'OTAN avait déployé plus de troupes sur le territoire afghan. A ce compte, il serait périlleux pour M. Harper d'annoncer que le Canada abandonne sa mission en Afghanistan alors que la moitié des sympathisants conservateurs jugent que les sacrifices canadiens ne sont pas excessifs. S'il coupe court à la mission, il risque fort de s'aliéner leur confiance.

Aujourd'hui, le Parti libéral du Canada, celui−là même qui nous a engagés dans cette guerre et qui a pris la décision de déployer nos soldats dans la dangereuse région de Kandahar, a décidé de jouer avec l'opinion publique pour des raisons strictement partisanes. Cependant, il est tout à fait possible que son caucus se divise si M. Harper devait suivre la ligne de conduite que je propose. Ce ne serait pas la première fois. L'an dernier, la division a prévalu quand le premier ministre a proposé de prolonger de deux ans notre mission en Afghanistan.

Parmi ces députés libéraux, un certain nombre sont vraisemblablement préoccupés par de possibles violations des droits de la personne si les talibans reviennent au pouvoir. D'autres députés libéraux, qui espèrent retourner au pouvoir sous peu, cherchent présentement à mesurer l'effet d'un retrait sur notre réputation internationale et sur notre position en tant que pays membre de l'OTAN. Sans parler des incidences géostratégiques d'une possible défaite en Afghanistan.

A la différence des libéraux, les néo−démocrates ont conservé une position cohérente sur l'Afghanistan depuis 2001. Après les attentats du 11−Septembre, leur députation s'est opposée à la décision de Jean Chrétien d'envoyer nos troupes à la guerre. Ce qui n'empêche pas qu'on puisse trouver dans leurs rangs des députés qui sont sensibles aux allégations voulant qu'un retrait des troupes canadiennes se fasse au prix de l'abandon du sort des femmes afghanes aux talibans. A ce propos, vous entendrez souvent des néo−démocrates et d'autres gauchistes faire référence aux critiques formulées par la législatrice afghane Malalai Joya, même s'ils reconnaissent rarement que Mme Joya s'oppose ouvertement à un retrait des forces de l'OTAN.

Pour sa part, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, ne réclame pas un retrait immédiat de l'Afghanistan comme le fait M. Layton, cela même si le sentiment pacifiste est plus fort au Québec que partout ailleurs au Canada. A la grande différence du NPD, et même ces jours−ci des libéraux, le Bloc joue rarement la carte anti−américaine ou anti−OTAN.

Aujourd'hui, Jack Layton reçoit un appui grandissant à travers le pays et il essaiera de profiter de la montée du sentiment pacifiste pour arracher l'élection partielle d'Outremont. De l'autre côté, le candidat libéral, Jocelyn Coulon, défendra les décisions des gouvernements libéraux de Jean Chrétien et de Paul Martin. Reste à connaître la position du candidat conservateur, Gilles Duguay, nommé hier. Il aura une occasion en or de tester la cohésion des troupes libérales auprès de M. Coulon, un homme à l'intégrité intellectuelle incontestée.

M. Harper aura besoin de l'appui d'au moins un parti aux Communes, ou encore d'un nombre suffisant de députés dans un vote libre, pour poursuivre l'approche que je préconise. S'il réussit, il pourra employer son statut de chef d'un gouvernement minoritaire − à l'instar des présidents américains qui utilisent le Sénat pour renforcer leur position dans les négociations internationales − pour mettre de la pression sur nos alliés afin qu'ils annoncent un engagement plus important en Afghanistan.

S'il échoue, M. Harper pourra quand même dire à nos alliés et au monde qu'il a fait de son mieux. Ce faisant, il pourra aussi espérer que la question de l'Afghanistan devienne moins importante d'ici la prochaine élection. A moins bien sûr que des abus aux droits de la personne ou des attaques terroristes ne fleurissent après le retrait canadien. Le cas échéant, M. Harper sera alors en mesure d'invoquer ces événements comme autant de raisons supplémentaires pour lui accorder un gouvernement majoritaire.

***

Norman Spector est chroniqueur politique au Globe and Mail.

nspector@globeandmail.ca

Des villageois fuient le Waziristan−Nord; Ils craignent une offensive de l'armée

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.07.26
SECTION: LE MONDE
PAGE: a5
SOURCE: Reuters
PHOTO: Ali Imam, Reuters Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION: Un Pakistanais fouillait dans les décombres de sa maisonhier après un attentat à Bannu.
WORD COUNT: 438

Miranshah − Plusieurs centaines de villageois pakistanais ont fui hier la région tribale du Waziristan−Nord, redoutant une offensive de l'armée dans cette zone frontalière de l'Afghanistan, connue pour abriter des cellules d'al−Qaïda.

Depuis les inquiétudes formulées samedi dernier par le président américain sur la prolifération de l'organisation islamiste d'Oussama ben Laden dans cette région, les populations de la zone concernée jugent de plus en probable une intervention militaire.

«Il ne nous reste qu'à prier Allah pour qu'il épargne nos vies», a confié Akbar Kahn, un ouvrier de la principale ville de la région, Miranshah.

George Bush n'a pas caché son inquiétude après avoir reçu un rapport de synthèse des services de renseignement américains sur le sanctuaire qu'al−Qaïda aurait réussi à se ménager dans les montagnes du Waziristan−Nord. Le président américain a toutefois déclaré avoir confiance en Pervez Moucharraf pour rétablir l'autorité dans ces zones tribales. Une pression américaine à laquelle les autorités pakistanaises n'ont pas tardé à répondre en déployant des soldats supplémentaires au Waziristan−Nord, une semaine après la rupture de l'accord de non−agression avec les chefs des tribus locales, qui interdisait toute présence militaire dans cette zone.

Redoutant l'imminence d'une opération musclée, des centaines d'habitants ont préféré l'exode plutôt que d'avoir à croiser le chemin de l'armée. «Nous avons très peur. La situation est pire que l'année dernière. Autrefois, on pouvait se rendre sans problème dans la ville de Bannu, mais aujourd'hui, cela est devenu trop dangereux», a confié un commerçant du principal marché de Miranshah. Le chef de la police de Bannu a d'ailleurs annoncé que des tirs de roquettes avaient tué huit personnes et blessé 40 autres au petit matin dans cette ville du nord−ouest du pays.

Des chefs de tribus pakistanaises et afghanes doivent se rencontrer le 9 août prochain dans la capitale afghane, à l'occasion d'un grand conseil destiné à élaborer une stratégie commune afin de contrer l'influence d'al−Qaïda dans la région.

Par ailleurs, les autorités pakistanaises ont commencé à démolir la «madrassa» (école coranique) de la Mosquée rouge d'Islamabad, prise d'assaut le 10 juillet par l'armée, a annoncé hier le maire de la capitale pakistanaise. Le gouvernement a décidé de raser le bâtiment de quatre étages de la Jamia Hafsa, l'école coranique pour jeunes filles qui menace de s'effondrer après les dommages causés par les combats. Les travaux devraient durer trois ou quatre jours.

Le maire, Kamran Lashari, a précisé que le gouvernement n'avait nullement l'intention de détruire la Mosquée rouge, où s'étaient réfugiés des activistes islamistes, et que celle−ci rouvrirait ses portes aux fidèles dès demain.

Gordon Brown plébiscité après un premier mois au pouvoir; Il a rapidement pris ses distances d'avec son prédécesseur

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.07.26
SECTION:	LE MONDE
PAGE:	a5
BYLINE:	Phil Hazlewood, AFP
PHOTO:	Kieran Doherty, Reuters Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION:	Gordon Brown
WORD COUNT:	571

Londres − Alerte terroriste, clash diplomatique avec la Russie, inondations historiques: un mois après son arrivée au pouvoir, le nouveau premier ministre britannique Gordon Brown a déjà affronté plusieurs crises majeures, avec une assurance qui lui vaut une «lune de miel» dans les sondages.

L'ancien ministre des Finances de Tony Blair, auquel il a succédé à Downing Street le 27 juin dernier après une attente de plus en plus impatiente en coulisses, a immédiatement pris ses distances avec son prédécesseur, au moins sur la forme.

Moins flamboyant, moins médiatique que Tony Blair, M. Brown a réservé ses principales annonces non pas à la presse, mais au Parlement, auquel il entend redonner du pouvoir dans le cadre d'ambitieuses réformes électorales. Il a ainsi annoncé les grandes lignes de son programme législatif aux Communes quelques jours après avoir pris ses fonctions, alors que ce programme est habituellement dévoilé à l'occasion du traditionnel discours de la Reine en novembre.

Ce nouveau style semble plaire aux Britanniques, si l'on en croit le dernier sondage ICM publié hier par le Guardian, qui donne au Parti travailliste 38 % d'opinions favorables, contre 32 % au Parti conservateur de David Cameron, principale formation d'opposition.

Pour George Jones, professeur de science politique à la London School of Economics, M. Brown a trouvé sa propre voie, en parvenant à la fois à se différencier de son prédécesseur, sur la forme et sur le fond, tout en s'inscrivant dans la continuité du programme de centre gauche du Labour.

«Je crois qu'il a fait un formidable travail d'équilibre», analyse M. Jones. «Il a réussi à faire admettre aux Britanniques qu'il y avait eu un changement dans la façon de gouverner. C'est important parce que, de cette façon, les Tories ne peuvent plus dire qu'il faut du changement. Brown leur a coupé l'herbe sous les pieds.»

M. Brown n'aura guère dû attendre pour prendre la mesure de ses nouvelles fonctions: au lendemain de son arrivée à Downing Street, deux voitures piégées ont été neutralisées in extremis à Londres, évitant un carnage, et le surlendemain une voiture−bélier s'encastrait dans l'aéroport de Glasgow.

La réaction à la fois ferme et mesurée de M. Brown lui a valu des louanges quasi unanimes de même que la décision d'expulser quatre diplomates russes en raison du refus persistant de Moscou d'extrader le principal suspect du meurtre d'Alexandre Litvinenko, empoisonné au polonium à Londres en novembre 2006.

M. Brown a d'ailleurs réussi haut la main son premier test électoral à deux élections législatives partielles la semaine dernière: les travaillistes ont conservé leurs deux sièges, dont celui laissé vacant par M. Blair après sa nomination aux fonctions de représentant du Quartette pour le Proche−Orient.

Si sa politique extérieure semble s'inscrire dans la droite ligne de celle de son prédécesseur (pas de retrait anticipé d'Irak ou d'Afghanistan, maintien de la relation privilégiée avec les États−Unis), les réformes lancées en Grande−Bretagne se démarquent de celles du précédent gouvernement: renforcement du Parlement, dont le feu vert deviendrait obligatoire pour que le pays entre en guerre, projet de Constitution écrite, durcissement de la législation sur le cannabis.

Du coup, les rumeurs de possibles élections anticipées ont refait surface dans la presse, qui prête à M. Brown l'intention de profiter de cette «lune de miel» avec les Britanniques pour convoquer des législatives dans les prochains mois, alors que le mandat actuel des députés court jusqu'en 2010. Pour l'heure, l'intéressé s'est toujours refusé à confirmer, ou à infirmer, ces rumeurs.

Afghanistan : les talibans exécutent un des 23 otages sud−coréens; D'autres seront tués si Kaboul refuse un échange de prisonniers

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.07.26
SECTION:	LES ACTUALITÉS
PAGE:	a1
BYLINE:	AFP
PHOTO:	Han Jae−Ho, Reuters Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION:	Des Sud−Coréens ont participé hier à une vigie à lachandelle pour demander la libération de leurs compatriotes retenus en otages en Afghanistan.
WORD COUNT:	924

Les talibans ont abattu hier un des 23 otages sud−coréens qu'ils détiennent depuis une semaine en Afghanistan et menacé d'en tuer d'autres si Kaboul n'acceptait pas un échange de prisonniers.

«Nous avons tué un Sud−Coréen parce que le gouvernement [afghan] n'est pas honnête dans ses négociations», a déclaré par téléphone Youssouf Ahmadi, porte−parole des talibans.

Le corps criblé de balles de l'homme a été découvert près de la localité de Qarabagh, dans la province de Ghazni (140 km au sud de Kaboul), selon la police locale. Cette exécution est la première d'un otage étranger en Afghanistan depuis celle d'un Indien en avril 2006.

«Nous avons fixé un nouvel et dernier ultimatum qui expire à 20h30 GMT mercredi. Si nos demandes ne sont pas respectées, nous allons tuer d'autres otages», a averti Youssouf Ahmadi.

«Nous demandons au gouvernement de la Corée du Sud, à son Parlement et à son peuple de faire pression sur le gouvernement afghan pour qu'il accepte nos demandes ou nous allons tuer d'autres otages», a−t−il ajouté.

L'agence de presse sud−coréenne Yonhap, citant une source gouvernementale locale, a affirmé, elle, que huit otages avaient été libérés, une information démentie par les talibans et le gouverneur de Ghazni, Mirajuddin Pattan. «Les négociations continuent, mais personne n'a été libéré», a dit M. Pattan.

Les talibans exigent officiellement, dans un premier temps, la libération de huit des leurs, prisonniers en Afghanistan, contre le même nombre d'otages sud−coréens, avant de poursuivre les négociations sur le sort des autres otages.

Les 23 volontaires de l'Église évangélique de Saemmul, pour la plupart des femmes âgées d'une vingtaine et d'une trentaine d'années, ont été enlevés jeudi dernier près de Qarabagh, alors qu'ils voyageaient dans un car privé sur l'axe Kaboul−Kandahar (sud), traversant des zones sous contrôle des insurgés.

Il s'agit du plus important groupe d'étrangers enlevés en Afghanistan depuis la chute du régime fondamentaliste des talibans, fin 2001.

Les talibans détiennent par ailleurs un ingénieur allemand et quatre de leurs collègues afghans, enlevés le 18 juillet dans la province de Wardak (100 km au sud de Kaboul), et pour lesquels ils exigent également un échange de prisonniers.

Le président afghan Hamid Karzaï avait cependant assuré qu'il n'y aurait jamais plus d'échange de prisonniers après celui ayant permis en mars la libération du journaliste italien Daniele Mastrogiacomo. Une première d'autant plus contestée que les deux guides afghans du reporter avaient été exécutés.

Un second Allemand, un ingénieur du bâtiment de 44 ans, se trouvait parmi le groupe enlevé le 18 juillet, mais son corps a été retrouvé dimanche, présentant des blessures par balles.

Les talibans affirment l'avoir exécuté, mais Kaboul et Berlin estiment qu'il a pu succomber à une crise cardiaque pendant sa détention, avant qu'on lui tire dessus. Son corps devait être rapatrié hier et une autopsie pratiquée aujourd'hui pour déterminer la cause de sa mort.

Par ailleurs, un journaliste danois d'origine afghane, Khwaja Najibullah, et son assistant afghan ont été détenus pendant plusieurs heures par des talibans présumés avant d'être relâchés hier après−midi, «grâce à la médiation de chefs tribaux», selon le gouverneur de la province de Kunar (est), Shalizai Didar.

Des enfants

Un des principaux chefs des talibans, Mansour Dadullah, a affirmé hier que les rebelles avaient ordre d'enlever un maximum d'étrangers en Afghanistan, dans des déclarations diffusées par la chaîne de télévision britannique Channel 4.

Le chef rebelle, qui s'exprimait depuis un endroit tenu secret à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, a aussi déclaré que les talibans comptaient utiliser des enfants pour décapiter des otages. Les talibans veulent «donner une formation militaire aux enfants», a−t−il dit.

Mansour Dadullah a remplacé au poste de chef militaire son frère, le mollah Dadullah, tué le 11 mai par les troupes des forces internationales en Afghanistan.

Il a défendu la prise en otage d'étrangers comme un moyen efficace d'obtenir la libération de talibans emprisonnés par le gouvernement de Kaboul.

«Bien sûr, le kidnapping est une politique très efficace et j'ordonne à tous mes moudjahidines d'enlever des étrangers de toutes nationalités partout où ils peuvent en trouver, et alors nous devrions faire le même genre de marchandage», a déclaré Mansour Dadullah.

Il a en outre affirmé qu'il avait des contacts étroits avec le chef du réseau al−Qaïda, Oussama ben Laden. «Nous ne faisons pas des comptes séparés pour les armes, l'argent ou quoi que ce soit. Notre objectif est le même. Nous les aidons et ils nous aident», a−t−il dit.

Plus d'attaques

Les attaques d'insurgés le long de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan ont doublé en juin par rapport à l'an dernier et un plus grand nombre de combattants étrangers sont entrés en Afghanistan, a affirmé hier un général américain.

«Le mois dernier, elles ont doublé par rapport à la même période de l'an dernier», a déclaré le général David Rodriguez, commandant d'un groupe opérant dans l'est de l'Afghanistan, faisant référence aux attaques à la frontière. Il a toutefois précisé que ces attaques avaient diminué un peu en juillet en raison de l'offensive militaire pakistanaise de l'autre côté de la frontière.

Le général Rodriguez a également affirmé qu'al−Qaïda exerçait une influence en Afghanistan, principalement en utilisant ses réseaux pour envoyer des combattants étrangers dans ce pays en passant par le Pakistan.

Le flux de combattants étrangers «a augmenté probablement de 50 à 60 % au cours de l'an dernier. Ils viennent de multiples endroits du Proche−Orient», a−t−il dit. Selon lui, cette augmentation représente moins de 200 combattants, mais il n'a pas donné davantage de précisions.

Les combattants étrangers représentent moins de 5 % de l'ensemble des insurgés en Afghanistan, mais certains savent diriger des équipes, a ajouté le général Rodriguez. Il a précisé qu'il n'y avait pas de renseignements sur des combattants étrangers venant d'Irak, mais que des tactiques et des techniques similaires avaient été observées dans les deux pays.

Mon chemin de Damas

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.07.26
SECTION: Forum
PAGE: A22
COLUMN: Forum
BYLINE: Duguay, Gilles
PHOTO: photo David Boily, La Presse(c)
ILLUSTRATION: L'ex−diplomate Gilles Duguay fait le saut en politiqueactive.
WORD COUNT: 858

L'auteur a annoncé hier sa candidature sous la bannière du Parti conservateur en vue de l'élection complémentaire dans la circonscription d'Outremont.

Après une carrière diplomatique bien remplie, au sein du service diplomatique canadien, j'ai eu l'honneur et surtout le plaisir d'enseigner l'histoire diplomatique du Canada et du Québec depuis cinq années, à l'Université de Montréal d'abord, puis aux universités Concordia et McGill. Le hasard a voulu que le lundi 27 novembre 2006, je donnais mon dernier cours à McGill en analysant la politique étrangère de Stephen Harper, lorsque la motion de son gouvernement reconnaissant le Québec comme une nation fut adoptée à la Chambre des communes, par tous les partis qui y sont représentés. Cette résolution constitua pour moi une sorte de chemin de Damas. Après des siècles de discussions sur la place du Québec à l'intérieur du Canada, tout soudain s'éclaircissait. Finie la société distincte, le Québec "nation sociologique" à la sauce libérale! Fini le pessimisme stérile du Bloc québécois à l'effet que le Canada est un échec, une expérience politique dépassée, un pays à refaire en le détruisant.

Je me rappelai soudain la phrase lumineuse de mon ancien ambassadeur, Lucien Bouchard, dans son livre A visage découvert publié alors qu'il siégeait à Ottawa pour le Bloc québécois, qu'il venait de fonder: parlant de l'admirable compétence d'un homme de grande qualité, Pierre Desroches, Lucien Bouchard écrivait: "Ce Québécois−Canadien fut le principal artisan de la réalisation de TV 5 et de la plupart des projets de communication (du sommet francophone)."

Je me souvins, tout à coup, avec une forte émotion, combien j'avais assimilé cette idée centrale, en fait, à toute ma vie: on peut être Québécois et Canadien! Le concept est complémentaire. On peut même ajouter qu'un Québécois−Canadien peut, en plus, être d'origine arabe, grecque, roumaine, juive, africaine, russe, haïtienne, asiatique, latino− américaine, etc... C'est cela le miracle de Montréal et d'Outremont, du Québec et du Canada. La résolution Harper, une fois pour toutes, en plein Parlement canadien, reprenait, endossait et renforçait cette vérité infracassable.

Soudain, une nouvelle route s'ouvrait, même si de nombreux interlocuteurs firent semblant de ne pas comprendre ou d'amoindrir la portée de cette courageuse prise de position, de valeur historique, semblable à celle prise jadis par Brian Mulroney, lorsqu'il avait reconnu la légitimité des rapports directs entre le Québec et la France et accepté que le Québec puisse participer aux Sommets de la francophonie.

Brusquement, je m'aperçus que les prises de position de Stephen Harper, à compter de son célèbre discours de Québec, en décembre 2005, qui avait contribué à sa victoire électorale de janvier 2006, avaient déjà commencé à me convaincre de son leadership, de son courage politique et surtout de sa sincérité.

De la même façon, son important programme politique, réitéré avec conviction, à Montréal, en avril 2006,

m'avait rejoint: imputabilité, sens des responsabilités internationales, notamment en Afghanistan, fermeté dans la défense de la souveraineté canadienne sur l'Arctique, réalisme dans le règlement du conflit sur le bois d'oeuvre, diminution des impôts, fédéralisme d'ouverture, promotion d'un rôle unique pour le Québec à l'UNESCO, acceptation de la réalité du déséquilibre fiscal et volonté d'y remédier, approche réaliste et pragmatique dans le dossier, extrêmement complexe, de l'environnement, rééquipement de nos forces armées, entre autres dossiers, tout me conduisait à penser et à dire, qu'en effet, le Canada était entré dans un nouveau siècle, dirigé par un nouveau gouvernement apte à mettre les Canadiens devant des choix clairs, des priorités redéfinies.

En fait, je compris que je serais heureux d'apporter ma propre contribution à ce renouveau du fédéralisme canadien et je me suis inscrit alors comme membre de ce parti renouvelé et rassembleur, en indiquant que je serais disposé à me présenter comme candidat à un poste de député, si les responsables d'un comté étaient disposés à m'accorder leur confiance.

Servir Outremont

Éduqué à Outremont, ayant vécu rue Wilderton à l'époque où le ministère des Affaires étrangères m'avait détaché auprès de Paul Desmarais de Power Corporation, et à nouveau installé à Outremont où mon frère et mon jeune fils demeurent, je suis plus qu'honoré que les membres de notre parti dans cette magnifique circonscription m'aient choisi comme leur candidat à la prochaine élection fédérale de septembre. Je leur réitère ici toute ma gratitude.

Outremont n'est pas pour moi un podium, ou une estrade, pour promouvoir la cause de la séparation du Québec ou encore pour entreprendre une démarche essentiellement axée sur la protection irréaliste de l'environnement, quel qu'en soit le prix.

Outremont n'est pas non plus une salle de cours pour expliquer à mes concitoyens comment je dirigerais la politique étrangère du Canada en me présentant comme le disciple ou même le successeurs de Lester B. Pearson!

En vérité, je refuse de me servir d'Outremont, car c'est servir cette grande et riche communauté qui m'intéresse. Ce sont les intérêts de tous et de chacun, quel que soit l'âge, la religion, la langue, les origines, les occupations professionnelles, qui me tiennent à coeur.

Le bourbier afghan

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.07.26
SECTION: Forum
PAGE: A22
COLUMN: La boîte aux lettres
WORD COUNT: 258

Nul ne doute, désormais, que la situation sécuritaire en Afghanistan va de mal en pis. Nos propres recherches sur le terrain viennent confirmer la réalité inquiétante que les talibans, jadis contenus dans les provinces du Sud, effectuent aujourd'hui un retour en force vers l'intérieur. André Duchesne ("Les talibans avancent vers Kaboul", La Presse, 25 juillet) a raison de souligner la précarité croissante qui touche la province de Ghazni. Or, nous constatons également une hausse de la menace talibane dans les provinces du Nord−Est, telles que Konar, Nangarhar, Paktia et Logar. Le feu de l'insurrection continuera à se répandre tant et aussi longtemps que ses causes sous−jacentes demeurent négligées. Continuer à détourner le regard de la pauvreté profonde et des revendications légitimes du peuple afghan (telles que l'arrêt immédiat des campagnes d'éradication du pavot) ne pourra que se traduire, au long terme, par un échec de la communauté internationale dans le pays. Force donc est de reconnaître ce gagne−pain vital que le pavot représente pour des millions de familles afghanes. Un programme "Pavot pour médicaments", qui encouragerait les fermiers Afghans à cultiver la plante non pas à des fins illicites, mais pour la production d'analgésiques destinés au marché mondial, pourrait contribuer à sortir l'Afghanistan du bourbier dans lequel il s'enfonce de jour en jour.

Emmanuel Reinert

Directeur général, Le Conseil de Senlis

Les talibans ont ordre d'enlever le maximum d'étrangers; Un des 23 otages sud−coréens abattu en Afghanistan

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.07.26
SECTION:	Monde
PAGE:	A20
COLUMN:	Monde
SOURCE:	AP; AFP
DATELINE:	Londres
WORD COUNT:	325

Un des principaux chefs des talibans, Mansour Dadullah, a affirmé que les rebelles avaient ordre d'enlever un maximum d'étrangers en Afghanistan, dans des déclarations diffusées hier soir par la chaîne de télévision britannique Channel 4.

Le chef rebelle qui s'exprimait depuis un endroit tenu secret à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, a aussi déclaré que les talibans comptaient utiliser des enfants pour décapiter des otages.

Mansour Dadullah a remplacé comme chef militaire son frère, le mollah Dadullah, tué le 11 mai par les troupes des forces internationales en Afghanistan.

Les talibans veulent "donner une formation militaire aux enfants", a−t−il dit, "nous voulons leur donner un entraînement contre les envahisseurs cruels et les infidèles", et "nous voulons utiliser des enfants pour décapiter des infidèles et des espions, pour qu'ils deviennent courageux".

Il a défendu la prise en otage d'étrangers comme un moyen "efficace" d'obtenir la libération de talibans emprisonnés par le gouvernement de Kaboul. Mansour Dadullah lui−même a été libéré de prison en échange d'un journaliste italien, Daniele Mastrogiacomo, retenu en otage en Afghanistan pendant deux semaines en mars. Cet échange du journaliste contre au total cinq responsables détenus des talibans avait suscité beaucoup de critiques à l'époque.

Hier, les talibans ont abattu un des 23 otages sud−coréens qu'ils détiennent depuis une semaine en Afghanistan et menacé d'en tuer d'autres si Kaboul n'acceptait pas un échange de prisonniers, fixant un "dernier" ultimatum à 20h30 GMT.

Le corps criblé de balles d'un otage sud−coréen a en effet été retrouvé dans le centre de l'Afghanistan. Des informations contradictoires circulaient en revanche sur le sort des autres otages sud−coréens.

Ainsi, le gouverneur de la province de Ghazni, Marajudin Pathan, a démenti les informations d'un responsable occidental ayant requis l'anonymat qui affirmait que huit otages, dont six femmes, avaient été relâchés par les talibans et emmenés vers la principale base américaine de cette province.

"Personne n'a été relâché, et il n'y a pas eu d'échange", a déclaré le gouverneur par téléphone à l'Associated Press. "Ils sont toujours détenus par les talibans."

Rome s'interroge

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.07.26
SECTION: Monde
PAGE: A20
COLUMN: Le tour du globe
SOURCE: AFP
WORD COUNT: 114

L'Italie estime qu'il faudrait mettre un terme à l'opération militaire américaine en Afghanistan "Enduring Freedom" au profit de la mission internationale de l'OTAN, l'ISAF, pour réduire le risque de pertes civiles, a déclaré hier le chef de la diplomatie italienne Massimo D'Alema. "Les victimes civiles causées par les récentes opérations contre les talibans ne sont pas acceptables sur le plan moral. Elles représentent un vrai désastre sur le plan politique et elles ont créé de grandes tensions entre le gouvernement afghan et les forces internationales", a déclaré M. D'Alema devant des députés italiens.

Aucune entreprise canadienne ne peut rénover les chars Leopard

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.07.26
SECTION: Politique
PAGE: A19
COLUMN: Politique
SOURCE: PC
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 157

Le projet du gouvernement conservateur de mise à niveau, au coût de 200 millions de dollars, de près de la moitié des 100 chars Leopard 2 qui sont achetés aux Pays−Bas fait face à un obstacle de taille.

Il n'y a actuellement au pays aucune entreprise en mesure d'améliorer rapidement jusqu'à 40 Leopard 2 afin qu'ils puissent répondre aux besoins opérationnels des Forces canadiennes en Afghanistan.

Un haut responsable du ministère de la Défense a confié à la Presse Canadienne qu'une partie indéterminée du contrat devrait vraisemblablement être menée à bien à l'étranger.

Projet de 350 millions

En avril, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, et celui des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Michael Fortier, ont annoncé le remplacement des actuels chars Leopard 1, qui sont âgés de 30 ans, au coût de 650 millions.

Le programme dévoilé par le gouvernement conservateur prévoit que le Canada obtienne le prêt par l'Allemagne de 20 chars Leopard 2A6 et fasse l'acquisition aux Pays−Bas d'une centaine de chars d'occasion.

Un journaliste allemand enlevé dans l'est de l'Afghanistan a été libéré, selon un gouverneur

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 98

KABOUL (AP) −− Un journaliste allemand et deux ressortissants afghans enlevés mercredi par des talibans dans l'est de l'Afghanistan ont été libérés, a annoncé le gouverneur de la province de Kounar.

Le journaliste, qui n'a pas été identifié, avait été enlevé par des insurgés à l'intérieur d'une maison dans le secteur de Watapour de la province de Kounar, avait un peu plus tôt expliqué le gouverneur Dedar Chalezai.

L'Allemagne avait précisé qu'elle enquêtait afin de vérifier si un journaliste allemand avait été enlevé, tandis que le magazine allemand "Stern" avait expliqué qu'un de ses reporters pourrait avoir disparu. AP

cr/v

Un militaire français tué en Afghanistan

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 90

PARIS (AP) −− Un sous−officier français chargé de formation dans l'armée nationale afghane a été tué dans l'ouest de l'Afghanistan dans la nuit de mardi à mercredi, a annoncé mercredi le ministre de la Défense Hervé Morin dans un communiqué.

L'identité du militaire n'a pas été précisée.

L'homme a succombé à ses blessures à la suite d'une attaque à la roquette visant le cantonnement d'une compagnie de l'armée nationale afghane dans la province de Wardak. L'homme accompagnait une unité de l'armée afghane en opération, en tant que formateur, a−t−on précisé.

Un millier de militaires français sont déployés en Afghanistan. AP

st/com

AP−ALERTE

DATE: 2007.07.25
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 43

code:2 INDEX:international HL: SEOUL −− Huit otages sud−coréens détenus en Afghanistan ont été libérés et sont en route vers un lieu sûr, rapporte l'agence de presse sud−coréenne Yonhap, citant des responsables anonymes. AP

Un des otages sud−coréens aurait été abattu, plusieurs autres libérés

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 128

SEOUL (AP) −− Un homme prétendant parler au nom des talibans a annoncé qu'un des otages sud−coréens détenus par le groupe en Afghanistan a été abattu, alors même que d'autres sources évoquaient la libération de plusieurs des 23 otages.

Qari Youssef Ahmadi a déclaré qu'un des otages avait été abattu à environ 16h locales (11h30 GMT). Un policier afghan qui se prononçait sous le couvert de l'anonymat a de son côté déclaré que les talibans lui avaient confié qu'un des otages était tombé malade et ne pouvait plus marcher, et a donc été abattu.

Par ailleurs, huit otages sud−coréens détenus en Afghanistan auraient été libérés mercredi et seraient en route vers un lieu sûr, rapportait l'agence de presse sud−coréenne Yonhap, citant des responsables anonymes. AP

mgh/v448

Le projet de mise à niveau des chars Leopard fait face à un obstacle

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: AFFAIRES DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 291

OTTAWA (PC) _ Le projet du gouvernement conservateur de mise à niveau, au coût de 200 millions $, de près de la moitié des 100 chars Leopard 2 qui sont achetés aux Pays−Bas fait face à un obstacle.

Il n'y a actuellement au pays aucune entreprise en mesure d'améliorer rapidement jusqu'à 40 Leopard 2 afin qu'ils puissent répondre aux besoins opérationnels des Forces canadiennes en Afghanistan.

Un haut responsable du ministère de la Défense a confié qu'une partie indéterminée du contrat devrait vraisemblablement être menée à bien à l'étranger.

"De toute évidence, nous aimerions en faire autant que possible au Canada, mais, bien sûr, nous n'avons pas en ce moment au Canada la capacité de travailler sur des blindés lourds, alors nous sommes en train de consulter l'industrie", a affirmé Dan Ross, sous−ministre adjoint aux matériels au ministère de la Défense, lors d'un entretien accordé à la Presse Canadienne.

"Il va nous falloir déterminer ce qui peut être fait", a−t−il ajouté.

En avril, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, et celui des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Michael Fortier, ont annoncé le remplacement des actuels chars Leopard 1, qui sont âgés de 30 ans, au coût de 650 millions $.

Le programme dévoilé prévoit que le Canada obtienne le prêt par l'Allemagne de 20 chars Leopard 2A6 et fasse l'acquisition aux Pays−Bas d'une centaine de chars d'occasion.

Un mois plus tard, le ministre O'Connor a indiqué qu'il y aurait un autre contrat de 650 millions $, relatif à l'entretien à long terme des blindés, portant la facture totale à 1,3 milliard $.

Bien que le gouvernement ait promis de procéder à des appels d'offres tant en ce qui concerne la mise à niveau des chars que leur entretien à long terme, il semble qu'une seule entreprise, située au Québec, soit en mesure de répondre à la demande.

Rheinmattall Canada, dont le siège est situé à Montréal, est en train de discuter avec le gouvernement fédéral et Krauss−Maffei−Wegmann _ constructeur allemand du Leopard _ au sujet de son éventuelle implication, a indiqué M. Ross.

GG7941,G1436−FGPZ309−ac.

Général

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 1323

KANDAHAR _ Les militaires francophones et anglophones déployés en Afghanistan interagissent peu mais se sentent liés par un même destin, selon le commandement canadien de la base. 740 mots (12 h 45) Par Martin Ouellet − FRANCOPHONES−AFGHANISTAN

OTTAWA _ Le gouvernement Harper s'est officiellement mis mardi en quête d'un nouveau p.−d.g. pour la SRC, qui perdra le sien en novembre à la fin du deuxième mandat de Robert Rabinovitch. (Aussi transmis en Culturel) Par Karine Fortin (RADIO−CANADA−PDG, LEAD)

OTTAWA _ Certains employés politiques du gouvernement Harper réagissent mal à la demande qui leur a été soumise de verser une contribution de 1000 $ au Parti conservateur. 180 mots (5 h 30) PC−CONTRIBUTIONS

OTTAWA _ Brian Mulroney vante les performances du gouvernement minoritaire de Stephen Harper.

QUEBEC _ Le montant total des dépenses effectuées par l'ADQ lors de la dernière campagne électorale est inférieur au seul budget de publicité des deux autres grands partis, selon les chiffres du DGE. Par Jocelyne Richer (PARTIS−PUBLICITE, LEAD)

MONTREAL _ L'ancien diplomate Gilles Duguay confirme qu'il sera candidat du Parti conservateur à l'élection complémentaire qui aura bientôt lieu dans la circonscription d'Outremont, à Montréal. (PC−OUTREMONT−DUGUAY, 2e LEAD)

MONTREAL _ Greenpeace a dénoncé avec un coup d'éclat, mercredi à Montréal, les pratiques de la compagnie Abitibi−Consolidated en forêt boréale. (Avec photos) (ABITIBI−CONSOL−GREENPEACE, LEAD)

MONTREAL _ Alors que les jus et boissons fruitées inondent le marché en cette période estivale, Protégez−Vous constate que 500 produits évalués sur 800 ne contiennent pas tout à fait ce que leur emballage promet. 310 mots (7 h 30) JUS−BOISSONS−SUCRE

OTTAWA _ Le taux de faible poids à la naissance a augmenté de façon constante au cours des cinq dernières années au Canada, selon l'Institut canadien d'information sur la santé. 460 mots (9 h 30) (Avec graphique) BEBES−FAIBLE−POIDS

TORONTO _ Un entrepreneur a découvert dans le plafond d'une maison de Toronto le corps momifié d'un bébé, enveloppé dans un journal du 12 septembre 1925.

CHICAGO _ Trois des auteurs d'une étude sur les fractures de la hanche n'ont pas admis aux éditeurs du Journal de l'Association médicale américaine qu'ils avaient reçu de l'argent de pharmaceutiques, ce qui relance le débat sur l'indépendance des chercheurs.

OTTAWA _ Le gouvernement du Canada et l'Assemblée des premières nations confirment la création d'un groupe de travail visant à élaborer un projet de loi sur les revendications particulières. 300 mots (11 h 10)

AUTOCHTONES−GROUPE

SAINT−JEROME _ Scouts Canada annonce l'ouverture, près de Saint−Jérôme, du 11e Jamboree canadien, le plus marquant de l'histoire scoute canadienne car il souligne 100 ans de scoutisme dans le monde. 240 mots (7 h 30) SCOUTISME−JAMBOREE

Economie

MONTREAL _ Les actionnaires de Bowater Canada ont approuvé, mercredi, dans une large proportion, le projet de fusion de la maison mère américaine avec Abitibi−Consolidated, une entreprise basée à Montréal. (ABITIBI−BOWATER, LEAD)

TORONTO _ Après un début d'après−midi en secteur négatif, la Bourse de Toronto reprenait du terrain, mercredi, au lendemain d'un fort recul. (DOLLAR−MARCHES, LEAD)

MONTREAL _ Desjardins Sécurité financière pourrait bien se retrouver propriétaire d'un CHSLD, une première pour un assureur québécois. 710 mots (9 h 50) CHSLD−DESJARDINS

MONTREAL _ Résultats trimestriels de la Bourse de Montréal. (Avec graphique)

GATINEAU _ Le CRTC a émis une décision mercredi qui pourrait mener à une déréglementation élargie des services de téléphonie dans plusieurs régions du Canada. (CRTC−TELUS−BELL, LEAD)

MONTREAL _ Après plus d'un mois de grève, les 430 travailleurs de l'Affinerie CCR appartenant à Xstrata Cuivre, dans l'est de Montréal, ont entériné dans une proportion de 73 pour cent l'entente de principe conclue la fin de semaine dernière par leur comité de négociation. 180 mots (13 h 20) XSTRATA−CUIVRE

HAMILTON, Ont. _ Stelco a rapporté mercredi une perte de 41 millions $, au deuxième trimestre, et l'aciérie a indiqué qu'elle évoluait dans un contexte d'incertitude concernant la demande et les prix d'achat. 270 mots (13 h 50) STELCO−RESULTATS

OTTAWA _ Les ventes au détail au Canada en 2006 ont augmenté de 6,4 pour cent par rapport à 2005, soit le même taux de croissance que celui de 2002, selon Statistique Canada. (Avec graphique) 350 mots (11 h 20) STATCAN−DETAIL

CALGARY _ EnCana a fait part, mercredi, d'un bénéfice net de 1,45 milliard $ US au deuxième trimestre de 2007, une chute marquée de 33 pour cent comparativement à il y a un an. 225 mots (14 h 40) ENCANA−RESULTATS

TORONTO _ Résultats du groupe TSX pour le deuxième trimestre.

TORONTO _ L'Office d'investissement du RPC et la britannique Henderson Global Investors ont signé un accord pour l'acquisition du centre commercial Whitefriars Quarter, à Canterbury, au Royaume−Uni. 345 mots (10 h 15) OFFICE−RPC−ACQUISITION

TORONTO _ Arik Air, de Lagos, au Nigeria, a passé à Bombardier Aéronautique une commande ferme de quatre biturbopropulseurs Q400 à grande vitesse, une affaire d'environ 104 millions $ US. 170 mots (10 h 45) BOMBARDIER−COMMANDE

TORONTO _ Le fabricant de panneaux de bois Norbord a enregistré une perte et vu ses ventes diminuer au deuxième trimestre. 340 mots (9 h 40) NORBORD−RESULTATS

TORONTO _ Si la société britanno−australienne Rio Tinto fait bel et bien l'acquisition de la Montréalaise Alcan, les hauts dirigeants de cette dernière pourraient empocher de 110 à 138 millions $, selon La Presse. 430 mots (3 h 30) ALCAN−RIO−TINTO−PRIMES, LEAD

PITTSBURGH _ Le bénéfice de Nova Chemicals a diminué à 80 millions $ US au deuxième trimestre, comparativement aux profits de 106 millions $ US à la même période l'an dernier. (NOVA−CHEMICALS−RESULTATS)

PEKIN _ La consommation de charbon des producteurs chinois d'électricité a bondi de près de 18 pour cent durant la première moitié de cette année, malgré les inquiétudes concernant la pollution et la promotion de sources d'énergie plus propres. 235 mots (14 h 50) CHINE−CHARBON

MILAN _ Le fondateur de Parmalat, Calisto Tanzi, et d'anciens responsables vont être jugés pour leur rôle présumé dans la faillite du géant italien de l'agroalimentaire, conformément à la décision prise mercredi par un juge de Parme. 135 mots (10 h 55) PARMALAT−JUSTICE

BERLIN _ Siemens a annoncé mercredi la signature d'un accord en vue de vendre VDO, ses activités d'équipements électroniques pour l'automobile, à Continental, pour un montant de 11,4 milliards d'euros. 195 mots (10 h 50) SIEMENS−VENTE

Culture

MONTREAL _ Laurent Paquin ne veut plus mettre les deux pieds dans le plat, sans saveur, de la rectitude politique. Il remet en question les consensus sociaux, mais passe aussi de temps à autre d'arrosé à arroseur. 660 mots (11 h 20) LAURENT−PAQUIN (MTL−EXCLU)

A l'étranger

SOFIA/TRIPOLI _ Au lendemain de la libération des cinq infirmières bulgares et du médecin d'origine palestinienne, la Bulgarie a annoncé mercredi qu'elle pourrait effacer la dette de la Libye, une mesure qui doit être prise comme un "geste humanitaire" et non comme une "rançon" versée à Tripoli. (LIBYE−BULGARIE−SITUATION)

LE CAIRE _ Longtemps considérée comme un Etat−voyou en raison de son soutien au terrorisme, la Libye de Moammar Kadhafi a franchi mardi une nouvelle étape vers son retour au sein de la communauté internationale. 635 mots (8 h) (Avec photos) LIBYE−PARIA

LONDRES _ L'Europe du Sud a connu mercredi des pics de chaleur avec la deuxième canicule qui s'abat sur la région en un mois, entraînant des incendies de forêt et des dizaines de décès. Pendant ce temps la Grande−Bretagne subit les pires inondations depuis 60 ans. (Avec photos) (EUROPE−CANICULE−INONDATION)

KABOUL _ Huit otages sud−coréens, dont six femmes, ont été relâchés par les talibans et emmenés vers la principale base américaine dans la province de Ghazni, en Afghanistan, a rapporté mercredi un responsable occidental. (AFGHANISTAN−ENLEVEMENTS)

JERUSALEM _ Une délégation de la Ligue arabe a effectué mercredi une visite historique en Israël afin de présenter un plan appelant à un règlement régional global. (Avec photos) (ISRAEL−LIGUE−ARABE)

BEIT HANOUN, Gaza _ L'économie de la Bande de Gaza en chute libre depuis la victoire militaire du Hamas. 685 mots (9 h 50) (Avec photo) ISRAEL−PALESTINIENS−GAZA

BAGDAD _ Vingt−sept morts et plusieurs dizaines de blessés, tel est le dernier bilan de deux attentats−suicide à la voiture piégée commis mercredi à Bagdad, où des supporters célébraient la victoire de l'équipe d'Irak de football en demi−finale de la Coupe d'Asie. (Avec photos) (IRAK−ATTENTAT−FOOTBALL)

TOKYO _ Toyota a annoncé mercredi avoir mis au point un véhicule électrique hybride à pile, dit de type "plug−in", devant être testé sur route au Japon. (JAPON−TOYOTA)

Documentaires

PROVIDENCE _ Avoir le nom de son amoureux(se) inscrit dans sa chair est considéré par certains comme le plus beau témoignage de la force d'une relation. Mais ne serait−ce pas encore mieux de pouvoir prendre un tel engagement sans que ce soit "pour toujours"? Une nouvelle encre offre cette possibilité. 555 mots (8 h 05 à l'Inter) (Avec photos) USA−TATOUAGE

MONTEREY, Calif. _ Des pieuvres géantes se lancent à l'assaut des eaux californiennes. 280 mots (13 h à l'Inter) INSOLITE−USA−PECHE

Infographie

1− Cours de la bourse. 1 col.

2− Cours du dollar. 1 col.

3− Ventes au détail en 2006. 1 col.

4− Faibles poids à la naissance. 1 col.

5− Résultats de la Bourse de Montréal. 1 col.

6− Baseball: Gwynn et Ripken. 3 col.

N.B. Les abonnés au service GraphicsNet peuvent retrouver les graphiques de la PC sur le site www.cpimages.ca. Il suffit de taper le nom d'utilisateur et le mot de passe habituellement utilisés pour accéder au site d'archives photos de la PC. En cas de problèmes, vous pouvez joindre le service photos de la PC au 416−507−2169.

Au pupitre jusqu'à 18 h:

Mario Gilbert

Courriel: sfpupitrecp.org

Tél.: 514−985−7229

FM111

L'arrivée des militaires francophones ne passe pas inaperçue à Kandahar

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 592

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Reflet de la société canadienne, les militaires francophones et anglophones déployés en Afghanistan interagissent peu, n'écoutent pas la même télé, se raillent parfois, mais se sentent liés par un même destin, selon le commandement canadien de la base multinationale de Kandahar.

"C'est comme dans une unité de football. Il y a l'offensive et la défensive. Les deux ne se mélangent pas mais comme ils veulent gagner, ils travaillent dans un même effort", illustre le major Richard Collin, du Royal 22e Régiment, qui a passé jusqu'ici neuf mois au camp Nathan Smith au nord de la ville de Kandahar.

En entrevue avec la Presse Canadienne mercredi, le major Collin s'est appliqué à minimiser les tensions linguistiques soulevées par l'arrivée massive de soldats francophones dans le sud de l'Afghanistan.

"C'est sûr qu'il y a certains individus qui ne voudront jamais rien savoir, parce qu'ils ne sont pas à l'aise avec la langue française ou la langue anglaise, reconnaît−il. Des fois, les gens sont gênés, ils ont peur de faire rire d'eux, alors ils restent dans leur petit coin."

Depuis une semaine, l'accent québécois se fait de plus en plus entendre sur les trottoirs de bois et les méandres complexes de la base de Kandahar. D'ici quelques semaines, les 2300 soldats francophones qui seront déployés dans le sud de l'Afghanistan formeront l'immense majorité de l'effectif canadien présent dans le pays.

L'arrivée des "vandoos" _ la prononciation phonétique approximative du 22e Régiment qu'emploient les anglophones _ ne passe pas inaperçue à Kandahar.

Dans un article récent, un chroniqueur anglophone mentionnait l'existence du "mur linguistique" qui séparait le camp canadien, après avoir constaté, entre autres, que les soldats des deux communautés préféraient écouter la télévision chacun de leur côté, dans leur langue respective. Il y voyait là un bien mauvais exemple à projeter dans un pays déchiré par les tensions tribales.

Il s'inquiétait aussi pour les relations futures entre les soldats canadiens francophones et leurs vis−à−vis afghans, considérant l'absence d'interprète pouvant traduire le pashtou en français. Dans un environnement de guerre, écrivait−il, les subtilités langagières peuvent être capitales.

Le major Collin avoue que l'armée canadienne n'a pas été mesure, en dépit d'intenses recherches, affirme−t−il, de trouver un interprète afghan pouvant s'exprimer en français. Néanmoins, il ne s'inquiète pas pour la suite des choses.

"On réussit toujours à faire passer notre message", souligne−t−il, faisant remarquer au passage que les interprètes pashtous n'ont pas, de toute manière, une parfaite maîtrise de l'anglais.

Que ce soit "en signes ou par dessins", ou en appelant un tiers à la rescousse, les troupes parviennent quoi qu'il arrive "à communiquer", assure le major.

En ce qui a trait aux relations entre les deux communautés linguistiques, le commandant ne sombre pas dans l'angélisme. Il admet qu'il y a parfois des railleries, de part et d'autre, susceptibles d'écorcher les oreilles sensibles. Néanmoins, en plein coeur de l'Afghanistan, l'une des zones les plus violentes du monde, "on n'a pas intérêt à ne pas s'aimer", commente l'officier.

Qu'ils soient anglophones ou francophones, les soldats canadiens rencontrés au hasard sur la base semblaient plutôt amusés de constater que la question linguistique se retrouvait au centre de l'attention à 10 000 kilomètres de son terreau d'origine. Parmi les militaires interrogés, aucun n'a mentionné d'incidents à connotation linguistique.

Avec l'arrivée massive des francophones, le major Christian Beaudin, du Royal 22e, prévoit certes quelques "frictions" mais n'y voit rien de mal.

"C'est de bonne guerre, dit−il avec un sourire en coin. Les francos d'un côté, les anglos de l'autre, ils vont se tirer la pipe, ça c'est sûr. Mais c'est normal, cela fait partie de notre culture."

De son côté, le caporal Jean Provost préfère ne pas se laisser distraire par ce dossier.

"Personnellement, je ne me suis jamais senti mis de côté ou méprisé parce que j'étais francophone. De toute façon, on ne se laisserait certainement pas écoeurer", a−t−il déclaré au sujet de ses compatriotes.

FGMTO41−ms

Quelque 140 autres soldats quittent Valcartier pour l'Afghanistan

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 59

BFC VALCARTIER (PC) _ Quelque 140 autres soldats de la Force opérationnelle interarmées s'envoleront de Québec pour l'Afghanistan, mercredi, en début de soirée.

Il s'agit du cinquième vol depuis le 15 juillet dernier, ce qui portera le nombre de militaires de Valcartier sur le terrain à 715.

La contribution canadienne en Afghanistan est constituée actuellement d'environ 2500 soldats d'unités de diverses régions du Canada.

(cnw,ntr,ns)

ngns1

La Corée du Sud condamne l'exécution d'un de ses ressortissants par les talibans

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 189

SEOUL (AP) −− La Corée du Sud a condamné jeudi l'exécution par les talibans d'un des 23 otages retenus en Afghanistan, et a renouvelé son appel à la libération de ses ressortissants.

Les ravisseurs "devront rendre des comptes pour la mort d'un citoyen coréen", a déclaré dans un communiqué Baek Jong−chun, secrétaire présidentiel en chef pour les Affaires de sécurité.

Le ministère sud−coréen des Affaires étrangères a identifié la victime comme étant Baek Hyung−kyu, âgé de 42 ans. Son corps criblé de balles a été retrouvé mercredi dans la région de Mouchaki, située dans la province de Ghazni, où les 23 ressortissants avaient été enlevés le 19 juillet dernier.

Baek Hyung−kyu se rendra jeudi en Afghanistan en tant qu'émissaire du président Roh Moo−hyun pour négocier en compagnie des autorités afghanes la libération des otages retenus par les talibans.

Parallèlement, des informations contradictoires circulaient sur le sort de certains des 23 otages. Ainsi, le gouverneur de la province de Ghazni, Marajudin Pathan, a démenti les informations d'un responsable occidental qui affirmait que huit otages, dont six femmes, avaient été relâchés par les talibans et emmenés vers la principale base américaine de cette province. AP

jp/v69

Terrorisme: procès d'un Germano−marocain en Allemagne

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 157

BERLIN (AP) −− Le procès pour complicité de terrorisme d'un homme de 37 ans possédant la double nationalité allemande et marocaine s'est ouvert mercredi à Schleswig, dans le nord de l'Allemagne.

Redouane E.H., dont l'identité complète n'a pas été communiquée, est accusé d'avoir collecté 5.000 euros pour Al−Qaïda en Irak et d'avoir aidé à recruter des combattants étrangers pour se battre en Irak; il serait en outre l'un des cinq fondateurs d'un groupe terroriste au Soudan, selon la porte−parole du tribunal Christiane Wien.

Redouane E.H., qui habitait à Kiel, dans le nord de l'Allemagne, a été arrêté à Hambourg en juillet 2006. Il aurait fait allégeance au mollah Omar, chef des talibans en Afghanistan, en août 2005 (le régime fondamentaliste a été renversé fin 2001 et le mollah Omar s'est enfui), lui promettant combattants et fonds. Il aurait également communiqué par Internet avec des cellules terroristes se trouvant dans plusieurs autres pays. AP

st/v551

Un journaliste allemand enlevé dans l'est de l'Afghanistan a été libéré, selon un gouverneur

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 245

KABOUL (AP) −− Un journaliste allemand et deux Afghans enlevés apparemment par des talibans mercredi dans l'est de l'Afghanistan ont été relâchés, a annoncé le gouverneur de la province de Kounar.

D'après Dedar Chalezai, des responsables ont trouvé les ressortissants allemand et afghans avec l'aide de villageois dans la province de Kounar. Les trois hommes ont déclaré au gouverneur par téléphone qu'ils étaient en bonne santé et se trouvaient en compagnie de responsables afghans. M. Chalezai avait un peu plus tôt rapporté que le journaliste, non identifié, avait été enlevé par des insurgés à l'intérieur d'une maison dans le secteur de Watapour de la province de Kounar.

Les autorités allemandes ont cependant déclaré mercredi qu'elles ne pouvaient pas confirmer les informations selon lesquelles un journaliste allemand travaillant pour le magazine "Stern" avait été enlevé puis libéré. La publication a elle précisé que son journaliste n'avait jamais été victime d'un rapt.

Au lieu de cela, des responsables en Afghanistan ont expliqué qu'un journaliste danois d'origine afghane avait échappé à une tentative d'enlèvement.

Selon une porte−parole de "Stern" qui s'est exprimée sous couvert d'anonymat, le journaliste Christoph Reuter, au sujet duquel les premières informations avaient circulé, a envoyé un message disant qu'il n'avait pas été enlevé.

Martin Jaeger, porte−parole du ministère des Affaires étrangères, a pour sa part confié concernant Reuter qu'il ne pouvait pas confirmer qu'il est à nouveau "libre". "Nous ne pouvons pas confirmer ce que nous entendons en Afghanistan", a−t−il dit. AP

cr/v576

−− LE POINT DE L'ACTUALITE INTERNATIONALE A 4H00−−

DATE: 2007.07.25
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 610

PARIS (AP) −− Nicolas Sarkozy a rencontré mercredi le dirigeant libyen Moammar Kadhafi au lendemain de la libération des infirmières et du médecin bulgares. Cette hypothèque levée, l'heure est désormais au resserrement des liens politiques et économiques avec Tripoli. La rencontre a été suivie de la signature d'un "accord−cadre de partenariat global" qui renforce la coopération bilatérale dans plusieurs domaines. Nicolas Sarkozy doit quitter Tripoli ce jeudi matin pour le Sénégal et le Gabon.

SOFIA/TRIPOLI (AP) −− Au lendemain de la libération des cinq infirmières bulgares et du médecin d'origine palestinienne, la Bulgarie a annoncé mercredi qu'elle pourrait effacer la dette de la Libye, une mesure qui doit être prise comme un "geste humanitaire" et non comme une "rançon" versée à Tripoli. La Libye a, elle, convoqué le plus haut diplomate bulgare en poste à Tripoli pour protester contre la décision de Sofia de gracier et de libérer les six soignants libérés mercredi.

KABOUL (AP) −− La police afghane a annoncé mercredi avoir retrouvé le corps criblé de balles d'un otage sud−coréen dans le centre de l'Afghanistan. Des informations contradictoires circulaient en revanche sur le sort de certains des 23 otages sud−coréens détenus en Afghanistan. Ainsi, le gouverneur de la province de Ghazni a démenti les informations d'un responsable occidental ayant requis l'anonymat qui affirmait que huit otages, dont six femmes, avaient été relâchés par les talibans et emmenés vers la principale base américaine de cette province.

WASHINGTON (AP) −− Emmenée par l'économie florissante de la Chine, la croissance mondiale a continué de progresser à un rythme plus élevé que prévu lors du premier semestre 2007, a indiqué mercredi le Fonds monétaire international (FMI). Dans une actualisation de son étude bisannuelle de l'économie mondiale, le FMI a annoncé une projection de croissance mondiale à 5,2% pour 2007 et 2008, en hausse de 0,3 points de pourcentage par rapport aux 4,9% annoncés en avril.

LONDRES (AP) −− L'Europe du Sud a connu mercredi des pics de chaleur avec la deuxième canicule qui s'abat sur la région en un mois, entraînant des incendies de forêt et des dizaines de décès. La chaleur dans le Sud a coûté la vie à au moins 33 personnes en Roumanie et joué un rôle, même mineur, dans le décès de quelque 500 personnes en Hongrie. Pendant ce temps la Grande−Bretagne subit les pires inondations depuis 60 ans et une centaine d'habitants ont dû être évacués de la ville universitaire d'Oxford.

LONDRES (AP) −− Le Premier ministre britannique Gordon Brown a appelé mercredi à une extension de la période de garde à vue des personnes suspectées de terrorisme actuellement fixée à 28 jours, mais n'a pas présenté de proposition particulière. Souhaitant que la police dispose de davantage de temps pour interroger les suspects, il a argué devant le Parlement de la complexité des affaires de terrorisme, impliquant des milliers de preuves.

LA HAVANE (AP) −− Les autorités cubaines ont annoncé mercredi que le discours de la Fête de la Révolution, célébrée cette semaine, sera prononcé par le président par intérim Raul Castro, alors que l'absence de son frère Fidel prend une allure toujours plus permanente. L'annonce, publiée en première page du quotidien du Parti communiste "Granma", est venue enterrer les derniers espoirs des partisans de Fidel Castro d'une apparition−suprise du "Lider Maximo" lors de la fête nationale cubaine ce jeudi.

BAGDAD (AP) − Cinquante morts et 136 blessés: tel est le dernier bilan total de deux attentats−suicide à la voiture piégée commis mercredi à Bagdad, où des supporters célébraient la victoire de l'équipe d'Irak de football en demi−finale de la Coupe d'Asie. AP

jp